

Le jour d'après : l'École ne peut plus attendre

La canicule s'éloigne. Les températures redescendent vers le supportable et, déjà, certains voudraient tourner la page. Les épreuves des examens se déroulent au mieux et tout semble retrouver un fonctionnement presque habituel. Comme si rien ne s'était passé.

C'est précisément cette tentation de l'oubli qui est aujourd'hui le plus grand danger.

Nous continuons de regarder les vagues de chaleur comme des événements exceptionnels alors qu'elles deviennent la norme. Nous persistons à gérer l'urgence au lieu d'organiser l'avenir. Nous sommes prisonniers d'une double illusion : croire que la canicule n'est qu'un accident passager et imaginer qu'une fois l'épisode terminé, nous retrouverons le climat d'hier. Or ce climat n'existe plus.

La question n'est plus de savoir si une nouvelle canicule frappera nos établissements scolaires. La seule inconnue est désormais sa date, son intensité et sa durée. Sera-ce en septembre ? En octobre ? À quelles températures faudra-t-il encore demander aux élèves d'apprendre et aux personnels de travailler ?

Face à cette réalité, les réponses demeurent dérisoires. Les plans canicule se succèdent avec les mêmes recommandations : boire de l'eau, fermer les volets, tirer les rideaux, limiter les efforts physiques. Comme si les personnels avaient besoin d'instruction pour appliquer ces évidences.

Le véritable problème est ailleurs : notre bâti scolaire est devenu inadapté aux conditions climatiques qui se dégradent depuis un quart de siècle. Des salles de classe transformées en bouilloire à l'entrée de l'été, des bâtiments impossibles à rafraîchir et à chauffer correctement l'hiver, une isolation défailante, une ventilation insuffisante : voilà la réalité quotidienne.

L'heure n'est plus aux mesures de circonstance mais à un investissement massif. Il faut un véritable plan national d'adaptation climatique des établissements scolaires. Cette responsabilité ne peut pas être renvoyée vers les chefs d'établissement. Leur mission est d'appliquer les politiques publiques, pas de les inventer dans l'urgence.

À l'heure où se prépare le budget de l'État, le Gouvernement doit faire un choix. Agir en investissant pour protéger les élèves et les personnels ou nous obliger à subir et à mettre en place la solution de facilité qui est la fermeture temporaire des établissements, le retour de l'enseignement à distance, l'aggravation des inégalités et de la santé mentale. Cela serait aussi un quitus à l'attrition des moyens que nous subissons.

Nous n'attendons plus des circulaires d'urgence à chaque canicule mais une vraie gouvernance, une stratégie et un engagement budgétaire à la hauteur des défis.

Le jour d'après n'est pas celui du retour à la normale. Il est celui des décisions. Chaque été perdu rendra les suivants plus difficiles. L'École mérite mieux que l'improvisation. Elle mérite enfin l'anticipation.

Gouverner c'est prévoir...